

## Le château de cartes s'effondre : la prochaine fin de l'euro



Après l'Irlande, le Portugal, la Grèce, les risques de faillite de l'Italie et de l'Espagne et la nécessité de les renflouer signent la fin de l'euro probable à court terme. Car le fardeau financier, de centaines de milliards d'euros d'endettement pourri, repose sur un nombre de plus en plus réduit de pays. Techniquement, le rachat d'obligations italiennes ou espagnoles est en train de dégrader très rapidement le bilan de la BCE ainsi que celui des banques centrales nationales de l'Eurosystème, dont la Bundesbank. **Au sein de la zone euro, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays Bas et la Finlande ont déjà informé :**

- qu'ils ne paieront plus pour le Fonds Européen de Solidarité Financière,
- et qu'ils ne souhaitent en aucun cas continuer à dégrader la structure bilantielle de leur Banque centrale nationale.

Cela signifie que l'euro n'a plus longtemps à vivre.



**Le gouvernement français, pour sa part, est évidemment pris de court par la tournure des événements puisqu'il était interdit de s'interroger, dans les administrations françaises, sur la survie de l'euro et *a fortiori* sur la façon de réagir en cas de désastre.** [J'en sais quelque chose, puisque c'est justement pour avoir pronostiqué l'explosion de l'euro (dans un dossier très circonstancié remis à M. Sarkozy, ministre des finances, le 18 juin 2004, il y a ... 7ans) que j'ai vu ma carrière brisée.] Donc :

- - d'une part M. Sarkozy et son gouvernement n'ont pas d'autre objectif que de vouloir, coûte que coûte, la survie de l'euro, sans même savoir pourquoi d'ailleurs !
- - mais d'autre part le gouvernement se rend compte des sommes de plus en plus colossales que cela risque de coûter à la France. Et probablement en pure perte puisque les pays précités, eux, ne veulent plus rester dans le Titanic. La France pourrait en effet voir sa dette publique bondir de 84 à 112% du PIB si elle rachetait des obligations pourries espagnoles ou italiennes. **Le risque que l'une ou l'autre des agences de notation retire à la France sa note AAA devient désormais chaque jour plus élevé.**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
**En bref, le gouvernement français, Nicolas Sarkozy en tête, prend la pose de gravité de circonstance devant les caméras. Mais, derrière les portes capitonnées de l'Élysée et de Matignon, on ne sait tout bonnement plus quoi faire.**



Au bout du compte, tout le château de cartes risque donc de s'effondrer sur le dernier maillon : l'Allemagne. Et ce sont donc des sommes prodigieuses qui seraient à payer par les contribuables allemands ! Pour Berlin, qui a les yeux rivés sur la situation et qui a déjà préparé secrètement ses plans de sortie, il n'est pas question de laisser se poursuivre ce désastre.



**J'estime donc qu'il est probable que l'Allemagne siffle la fin de partie très rapidement. La fin de l'euro n'est sans doute plus une question d'années mais de mois, sinon de semaines. Tout en essayant de faire reposer la responsabilité politique sur d'autres, l'Allemagne va probablement briser l'euro d'une façon ou d'une autre, par exemple :**

- en supprimant la libre circulation des transferts financiers entre un État de la zone euro et l'Allemagne,
- et/ou en refusant tout net d'acheter des obligations italiennes ou espagnoles.

Si c'est en effet ce que décidait l'Allemagne, ces mesures d'apparence technique signifieraient *ipso facto* la réapparition des monnaies nationales : avec un euro-mark, un euro-franc, un euro-lire, etc., dont les cours fluctueraient instantanément les uns par rapport aux autres. Il n'y aurait alors plus d'autre solution que de recréer en toute urgence des monnaies nationales sous forme fiduciaire (billets et pièces). Naturellement, cette réapparition brutale se ferait dans l'impréparation de la France. Et bien entendu avec des problèmes techniques colossaux en perspective, puisque rien n'a été anticipé. François Asselineau